

se poursuit avec le soutien de la communauté internationale. Le Cambodge devient un des chefs de file mondiaux de l'extraction des mines antipersonnel et a indiqué son intention d'interdire ces armes.

Sous l'effet du grand nombre de défections survenues dans les rangs khmères rouges depuis le milieu de 1996, les combats ont considérablement diminué dans le nord et l'ouest du pays. Les Khmers rouges partisans de la ligne dure gardent encore le contrôle de régions limitées dans les provinces de Siem Reap et de Preah Vihear. Les cas de violations des droits de la personne se sont multipliés dans les zones sous le contrôle des Khmers, notamment l'enlèvement et l'assassinat d'otages, l'exécution de soldats faits prisonniers au combat et le massacre de civils vietnamiens de souche.

POSITION DU CANADA

Bien que le Canada ait appuyé le nouveau gouvernement, son ambassadeur, lors de discussions avec des représentants du gouvernement cambodgien, s'est plaint de certaines tendances. Le Canada a apporté une aide technique pour la préparation des élections nationales de 1998. Il a deux fois parrainé des visites au Canada de Kem Sokha, président de la Commission des droits de la personne de l'Assemblée nationale. Le Canada a parrainé des résolutions menées par l'Australie sur le Cambodge à la troisième commission des Nations unies en décembre 1996 ainsi qu'à la 52e Commission des droits de l'homme.